



Le Quotidien

Statistique Canada

Le lundi 29 novembre 2004

Diffusé à 8 h 30, heure de l'Est

Communiqués principaux

- **Balance des paiements internationaux du Canada**, troisième trimestre de 2004

L'excédent du compte courant du Canada avec le reste du monde, après désaisonnalisation, a diminué de 1,8 milliard de dollars au troisième trimestre pour s'établir à 9,4 milliards de dollars. Pour le compte capital et financier (non désaisonnalisé), l'actif international du Canada a progressé davantage que son passif vis-à-vis de l'étranger en raison surtout des investissements directs à l'étranger.

2
 - **Trouble panique, 2002**

Un peu moins de 1 million de Canadiens âgés de 15 ans et plus ont souffert à un moment de leur vie d'un trouble panique, c'est-à-dire d'attaques de panique récurrentes imprévisibles, selon une nouvelle étude qui souligne l'ensemble complexe de problèmes auxquels font face ces personnes.

8
-

Autres communiqués

- Emploi, rémunération et heures de travail, septembre 2004

10
 - Étude : Tendances professionnelles dans les groupes d'industries du Canada urbain et rural, 1991 à 2001

12
 - Emploi de l'administration fédérale dans les régions métropolitaines de recensement, septembre 2004

13
 - Emploi dans le secteur public, troisième trimestre de 2004

15
-

- Nouveaux produits**

16
-

Communiqués principaux

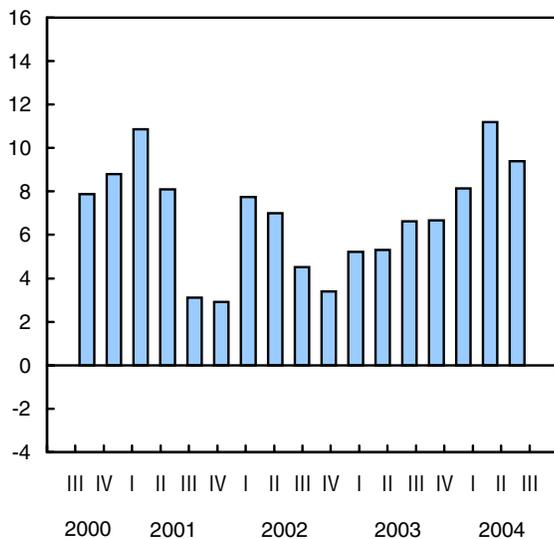
Balance des paiements internationaux du Canada

Troisième trimestre de 2004

L'excédent du compte courant du Canada avec le reste du monde, après désaisonnalisation, a diminué de 1,8 milliard de dollars au troisième trimestre pour s'établir à 9,4 milliards de dollars. Il s'agit du premier recul important depuis le quatrième trimestre de 2002. Cette situation est attribuable à la diminution de l'excédent au chapitre des biens, tandis que l'amélioration de la performance au chapitre des services a été annulée par la hausse du déficit des revenus de placements.

Solde du compte courant

En milliards de dollars Données désaisonnalisées



Pour le compte capital et financier (non désaisonnalisé), l'actif international du Canada a progressé davantage que son passif vis-à-vis de l'étranger en raison surtout des investissements directs à l'étranger. Après une augmentation record au deuxième trimestre, les investissements directs canadiens ont progressé plus modérément. Le passif du Canada avec le reste du monde a augmenté aussi mais d'un montant moindre car l'augmentation du passif en investissements directs et de portefeuille a été en partie compensée par la réduction d'autres

Note aux lecteurs

La **balance des paiements** retrace l'ensemble des transactions économiques entre les résidents du Canada et les non-résidents. Elle comprend le compte courant et le compte capital et financier.

Le **compte courant** couvre les transactions sur les biens, les services, les revenus découlant de placements, et les transferts courants. Les transactions telles les exportations et les revenus d'intérêt correspondent à des recettes alors que les importations et les versements d'intérêt correspondent à des paiements. Le solde de ces transactions détermine si le Canada enregistre un surplus ou un déficit au compte courant.

Le **compte capital et financier** porte principalement sur les transactions reliées à des instruments financiers. L'actif et le passif financiers découlant des transactions avec les non-résidents sont présentés selon trois catégories fonctionnelles : les investissements directs, les investissements de portefeuille et tous les autres types d'investissement. Ces investissements appartiennent soit à des résidents canadiens (actif du Canada), soit à des étrangers (passif du Canada). Les transactions sont dites positives si elles représentent une entrée de capital et négatives si elles représentent une sortie de capital du Canada.

Un solde du compte courant en surplus ou en déficit doit correspondre à une sortie ou à une entrée de fonds équivalente au compte capital et financier. Autrement dit, l'addition des deux comptes doit donner zéro. En fait, les données étant compilées à partir d'une multitude de sources, les deux comptes de la balance des paiements s'égalisent rarement. La **divergence statistique** est l'entrée ou la sortie nette non observée qui vient combler cet écart.

éléments de passif, surtout les emprunts. À la fin du troisième trimestre, le dollar canadien a fait un bond de près de 6 % par rapport à la devise américaine, ayant clôturé au-dessus des 79 centsUS. La vigueur du dollar canadien au cours du trimestre s'est également manifestée par rapport à d'autres grandes devises.

Compte courant

L'excédent au chapitre des biens fléchit après deux trimestres vigoureux

L'excédent au chapitre du commerce des biens a reculé pour se situer à 17,3 milliards de dollars au troisième trimestre, en baisse de 1,8 milliard de dollars par rapport au deuxième trimestre. Cette baisse est consécutive à deux fortes hausses trimestrielles de l'excédent pour un total de 5,1 milliards de dollars.

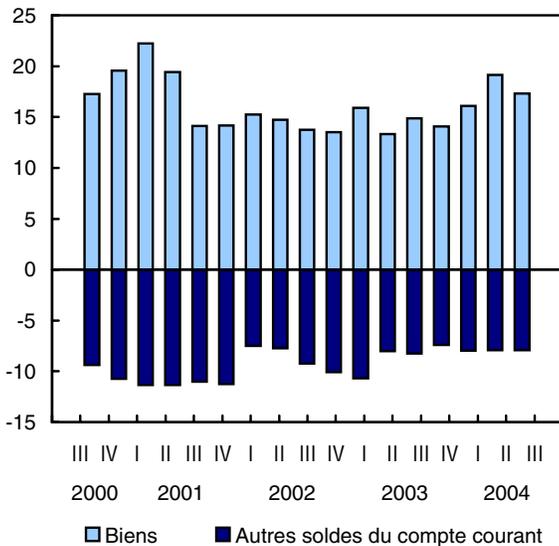
Au troisième trimestre, l'augmentation des importations a été supérieure à celle des exportations, de sorte que l'excédent a été moins élevé. Encore une

fois, la hausse des prix a entraîné l'augmentation de la valeur des exportations des produits énergétiques. Les exportations de produits automobiles ont diminué de 0,9 milliard de dollars après avoir atteint leur valeur la plus élevée en près de deux ans au deuxième trimestre.

L'augmentation de 2,3 milliards de dollars des importations s'explique en grande partie par la hausse des importations d'automobiles et de camions. Les biens industriels, surtout le métal et les minerais métalliques, ainsi que le pétrole brut, ont été les principaux autres éléments qui ont contribué à l'augmentation.

Solde des biens et autres soldes du compte courant

En milliards de dollars Données désaisonnalisées



Baisse du déficit au chapitre des services

Au troisième trimestre, le déficit au chapitre du commerce des services a fléchi de 0,3 milliard de dollars pour s'établir à 2,6 milliards de dollars. Le déficit au chapitre des voyages a diminué de 0,2 milliard de dollars puisque moins de Canadiens ont voyagé à l'étranger. Pour la première fois depuis le deuxième trimestre de 2003, le nombre de Canadiens qui ont passé au moins une nuit à l'étranger a diminué.

Dans l'ensemble, le nombre de visiteurs étrangers au Canada a diminué au troisième trimestre, mais,

compte tenu de l'augmentation du nombre de voyageurs autres qu'américains, les revenus au chapitre des voyages sont demeurés au même niveau qu'au trimestre précédent.

Le déficit au chapitre des services commerciaux a baissé de 0,1 milliard de dollars au troisième trimestre en raison des importations qui ont diminué davantage que les exportations. Les baisses les plus importantes du côté des importations provenaient des redevances et des services divers.

Baisse des profits réalisés sur les investissements directs canadiens à l'étranger

Le déficit au chapitre du revenu de placements s'est accru de 0,3 milliard de dollars pour atteindre 5,4 milliards de dollars étant donné que les bénéfices réalisés par les investisseurs directs canadiens à l'étranger ont baissé de 0,6 milliard de dollars au troisième trimestre. Cette réduction s'explique par la diminution des dividendes reçus.

Les bénéfices réalisés par les investisseurs étrangers sur leurs investissements directs au Canada ont également diminué car les paiements de dividendes ont baissé au troisième trimestre.

L'intérêt payé sur les obligations canadiennes a été relativement stable au troisième trimestre, malgré la vigueur du dollar canadien, étant donné que les nouvelles émissions d'obligations l'ont emporté sur les retraits.

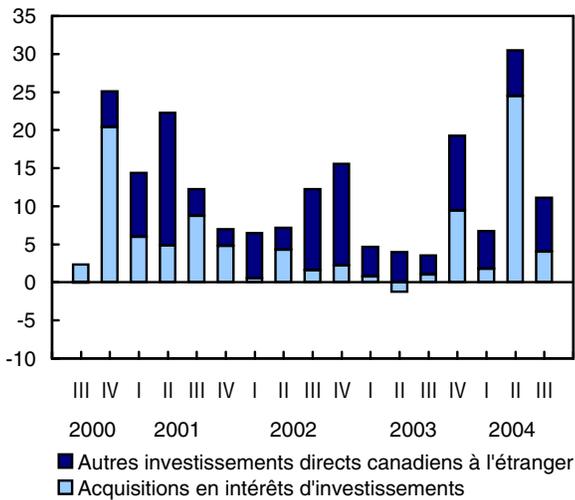
Compte financier

Nouvelle progression des investissements directs à l'étranger

Les investisseurs directs canadiens ont fourni un montant plus modéré aux économies étrangères au troisième trimestre, après l'augmentation record observée au deuxième trimestre. Les investissements de 11,1 milliards de dollars ont servi tant à des acquisitions qu'au renforcement du fonds de roulement des sociétés affiliées étrangères. Sur le plan géographique, la plus grande part (59 %) a été investie aux États-Unis, et un cinquième du total est allé aux économies asiatiques. Les investissements ont été largement répartis selon la branche d'activité de l'investisseur, avec en tête les entreprises classées dans les services et le commerce de détail.

Investissements directs canadiens à l'étranger¹

En milliards de dollars



¹ Signes renversés de la balance des paiements.

Les obligations accaparent la plus grande partie des investissements canadiens dans les titres étrangers

Tout comme au deuxième trimestre, la plus grande partie des placements de 3,5 milliards de dollars dans les titres étrangers se sont faits dans les obligations. Contrairement toutefois à ce trimestre, le montant de 3 milliards de dollars investi dans les obligations, a servi surtout à l'acquisition d'obligations d'outre-mer puisque les investisseurs canadiens ont réduit leurs achats d'obligations du Trésor américain et de sociétés américaines. Le faible investissement en actions étrangères de ce trimestre est similaire aux investissements depuis le début de l'année quant au type d'actions achetées : les Canadiens achètent des actions américaines mais vendent une partie de leurs actions d'outre-mer.

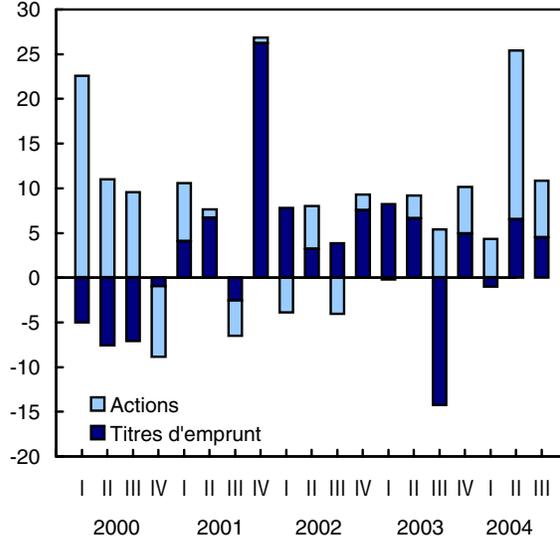
De modestes investissements au Canada par les investisseurs directs étrangers

Une somme d'environ 5,8 milliards de dollars d'investissements directs étrangers est arrivée au Canada au cours du trimestre, ce qui représente une hausse marquée par rapport aux investissements négatifs révisés du deuxième trimestre. Ces investissements se sont faits surtout dans les comptes de passif à court terme et sous la forme de bénéfices réinvestis dans le fonds de roulement, car les acquisitions ont encore une fois été négatives

pour la troisième fois depuis quatre trimestres. On dit qu'il y a acquisition négative lorsque les Canadiens rachètent des sociétés canadiennes appartenant à des investisseurs étrangers. Les investissements du trimestre sont venus, pour les quatre cinquièmes, d'investisseurs américains tandis que, sur le plan sectoriel, ils ont été répartis, mais surtout dans les secteurs des machines et des transports.

Investissements étrangers de portefeuille au Canada

En milliards de dollars



Répartition égale des investissements étrangers entre les obligations et les actions canadiennes

Les investisseurs de portefeuille étrangers ont augmenté leurs avoirs de titres canadiens de 10,8 milliards de dollars au cours du trimestre. Ils ont acheté autant d'obligations que d'actions, mais ils ont vendu des instruments à court terme pour la troisième fois depuis cinq trimestres.

Les placements de 6,6 milliards de dollars dans les obligations au cours du trimestre ont été les plus élevés par des investisseurs étrangers en une année et demie. Tout comme au deuxième trimestre, la majorité (70 %) a servi à l'acquisition d'obligations émises par des sociétés canadiennes. Le reste a servi entièrement à l'achat d'obligations émises par des entreprises fédérales. Les placements sont provenus entièrement d'Europe et des États-Unis, car les investisseurs asiatiques ont vendu une partie de leurs avoirs après avoir acquis des obligations au trimestre précédent. Sur le plan des devises, environ les deux tiers ont été libellés

en devises étrangères, surtout en dollars américains, tandis que le reste était libellé en dollars canadiens.

Au troisième trimestre, des événements spéciaux ont été encore une fois la cause principale de l'augmentation de 6,3 milliards de dollars des avoirs d'actions canadiennes. Tandis que, au deuxième trimestre, les nouvelles actions canadiennes ont été émises en raison surtout d'une importante acquisition d'une entreprise américaine, l'augmentation au troisième trimestre s'explique surtout par la plus grande offre d'actions de l'histoire canadienne et par la restructuration d'une entreprise. Les investisseurs américains ont été les principaux acheteurs car ils ont acquis les quatre cinquièmes du total. Le cours des actions canadiennes n'a que légèrement progressé durant le trimestre, mais a repris tout le terrain perdu au trimestre précédent.

Sur le marché des instruments à court terme, l'évolution en dents de scie des investissements s'est retrouvée en situation négative étant donné que les investisseurs étrangers se sont départis de ces instruments pour une valeur de 2,1 milliards de dollars. Au deuxième trimestre, il y avait eu une augmentation de 1,8 milliard de dollars des avoirs étrangers en effets du marché monétaire canadien. Les investisseurs se sont départis au troisième trimestre surtout d'effets émis directement par le gouvernement fédéral et les gouvernements provinciaux. Les taux à court terme au Canada et aux États-Unis ont augmenté au cours du trimestre, et l'écart de 0,8 % favorise encore l'investissement au Canada.

Autres investissements

Dans la catégorie des autres investissements, les opérations nettes ont entraîné des sorties de capitaux entièrement en raison de la réduction du passif

canadien auprès des non-résidents. La réduction du passif s'explique en grande partie par la forte diminution des prêts avec convention de rachat, qui a annulé en grande partie l'augmentation du trimestre précédent. Le passif-dépôts a aussi diminué, surtout celui en devises étrangères entre les banques canadiennes et leurs sociétés affiliées étrangères.

Du côté de l'actif, les opérations ont eu comme effet une modeste entrée de capitaux étant donné que les dépôts et les autres actifs se sont en grande partie annulés. Les réserves internationales du Canada ont augmenté modestement après une légère diminution au trimestre précédent, ce qui s'explique par l'augmentation des avoirs de titres et de dépôts libellés en dollars américains.

Données stockées dans CANSIM : tableaux 376-0001 à 376-0017 et 376-0035.

Définitions, sources de données et méthodes : numéros d'enquête, y compris ceux des enquêtes connexes, 1533, 1534, 1535, 1536 et 1537.

Le numéro du troisième trimestre de 2004 de *Balance des paiements internationaux du Canada* (67-001-XIF, 32 \$ / 100 \$) paraîtra sous peu.

Les données de la balance des paiements internationaux pour le quatrième trimestre de 2004 seront diffusées le 25 février 2005.

Pour obtenir des renseignements généraux, communiquez avec le Service à la clientèle au (613) 951-1855 (infobalance@statcan.ca). Pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Arthur Ridgeway au (613) 951-8907, Division de la balance des paiements.

□

Balance des paiements

	Troisième trimestre de 2003	Quatrième trimestre de 2003	Premier trimestre de 2004	Deuxième trimestre de 2004	Troisième trimestre de 2004	2002	2003
données non désaisonnalisées							
en millions de dollars							
Compte courant							
Recettes							
Biens et services	112 766	112 425	115 247	129 618	126 142	477 694	459 974
Biens	95 292	98 493	101 497	113 934	107 690	413 795	400 010
Services	17 475	13 932	13 749	15 684	18 452	63 899	59 964
Revenus de placements	8 354	9 122	8 891	10 734	9 943	31 185	32 700
Investissements directs	4 348	5 239	4 978	6 519	5 793	13 624	16 455
Investissements de portefeuille	2 353	2 243	2 199	2 295	2 298	9 628	9 321
Autres investissements	1 654	1 640	1 714	1 921	1 852	7 934	6 923
Transferts courants	1 490	1 820	2 050	1 624	1 567	6 957	6 714
Recettes du compte courant	122 611	123 367	126 188	141 976	137 652	515 836	499 388
Paiements							
Biens et services	98 449	101 037	103 231	114 158	109 495	427 382	412 688
Biens	80 420	83 643	84 565	95 614	90 975	356 581	341 833
Services	18 029	17 393	18 666	18 544	18 520	70 801	70 855
Revenus de placements	13 483	13 387	14 631	15 631	15 127	59 839	56 443
Investissements directs	4 896	4 774	5 837	7 136	6 756	20 670	20 884
Investissements de portefeuille	7 129	6 893	6 801	6 888	6 856	30 466	28 755
Autres investissements	1 458	1 719	1 993	1 606	1 515	8 702	6 804
Transferts courants	1 475	1 520	2 163	1 435	1 520	5 951	6 440
Paiements du compte courant	113 407	115 943	120 026	131 223	126 143	493 171	475 570
Soldes							
Biens et services	14 318	11 388	12 015	15 460	16 646	50 312	47 287
Biens	14 872	14 850	16 932	18 320	16 715	57 214	58 177
Services	- 554	-3 462	-4 917	-2 860	- 69	-6 903	-10 891
Revenus de placements	-5 129	-4 265	-5 740	-4 896	-5 184	-28 653	-23 743
Investissements directs	- 548	464	- 859	- 617	- 964	-7 046	-4 429
Investissements de portefeuille	-4 777	-4 650	-4 601	-4 593	-4 558	-20 838	-19 433
Autres investissements	196	- 80	- 279	315	338	- 769	119
Transferts courants	14	301	- 113	189	46	1 006	274
Solde du compte courant	9 204	7 424	6 162	10 753	11 509	22 664	23 818
Compte capital et financier^{1, 2}							
Compte capital	1 067	917	924	1 201	1 099	4 988	3 968
Compte financier	-6 456	-8 775	-7 900	-5 680	-7 414	-17 837	-24 694
Actif du Canada, flux nets							
Investissements directs canadiens à l'étranger	-3 510	-19 258	-6 748	-30 507	-11 110	-41 472	-30 191
Investissements de portefeuille	-2 812	-5 154	-2 389	-4 137	-3 462	-25 087	-12 519
Obligations étrangères	- 5	-1 901	-2 612	-3 057	-3 030	-6 229	-8 071
Actions étrangères	-2 807	-3 253	224	-1 080	-432	-18 858	-4 449
Autres investissements	2 227	-8 046	446	-12 430	754	-13 206	-25 401
Prêts	6 256	2 627	- 704	-2 068	816	-8 182	6 171
Dépôts	292	-9 205	-1 454	-5 627	4 150	5 731	-23 234
Réserves internationales	4	1 749	- 236	243	- 517	298	4 693
Autres actifs	-4 325	-3 217	2 840	-4 978	-3 694	-11 053	-13 030
Total de l'actif du Canada, flux nets	-4 095	-32 459	-8 690	-47 074	-13 818	-79 765	-68 111
Passif du Canada, flux nets							
Investissements directs étrangers au Canada	- 863	- 827	7 006	-1 496	5 755	33 026	9 222
Investissements de portefeuille	-8 820	10 130	3 325	25 429	10 841	20 935	18 469
Obligations canadiennes	-12 240	3 947	1 747	4 695	6 632	18 684	7 000
Actions canadiennes	5 394	5 227	4 351	18 893	6 345	-1 531	12 931
Effets du marché monétaire canadien	-1 975	956	-2 772	1 841	-2 136	3 782	-1 461
Autres investissements	7 323	14 380	-9 541	17 462	-10 192	7 967	15 726
Emprunts	- 264	4 472	1 196	3 770	-7 078	1 400	1 741
Dépôts	7 525	10 131	-10 519	14 714	-1 905	13 568	18 265
Autres passifs	61	- 223	- 218	-1 022	-1 210	-7 001	-4 280
Total du passif du Canada, flux nets	-2 361	23 683	790	41 394	6 404	61 928	43 417
Total du compte capital et financier, flux nets	-5 389	-7 859	-6 976	-4 479	-6 315	-12 850	-20 725
Divergence statistique	-3 814	434	813	-6 274	-5 194	-9 815	-3 092

1. Un signe négatif (-) indique une sortie de capital provenant d'un accroissement de créances envers les non-résidents ou d'une diminution des engagements envers les non-résidents.

2. Les transactions sont enregistrées sur une base nette.

Compte courant

	Troisième trimestre de 2003	Quatrième trimestre de 2003	Premier trimestre de 2004	Deuxième trimestre de 2004	Troisième trimestre de 2004	2002	2003	
	données désaisonnalisées							
	en millions de dollars							
Recettes								
Biens et services	112 786	112 635	116 238	126 193	126 422	477 694	459 974	
Biens	98 030	97 545	100 980	110 528	110 978	413 795	400 010	
Services	14 757	15 090	15 258	15 665	15 444	63 899	59 964	
Voyages	3 552	3 732	3 985	4 091	4 113	16 747	14 746	
Transports	2 517	2 637	2 759	3 004	2 995	11 115	10 285	
Services commerciaux	8 338	8 372	8 173	8 217	7 981	34 599	33 551	
Services gouvernementaux	349	350	341	353	354	1 438	1 382	
Revenus de placements	8 362	9 068	9 010	10 640	9 942	31 185	32 700	
Investissements directs	4 398	5 131	5 054	6 476	5 831	13 624	16 455	
Intérêts	185	175	130	154	155	471	748	
Bénéfices	4 213	4 956	4 924	6 322	5 676	13 153	15 707	
Investissements de portefeuille	2 327	2 315	2 221	2 251	2 264	9 628	9 321	
Intérêts	463	480	472	548	543	1 775	1 814	
Dividendes	1 864	1 836	1 750	1 702	1 722	7 853	7 508	
Autres investissements	1 637	1 622	1 735	1 914	1 846	7 934	6 923	
Transferts courants	1 651	1 706	1 808	1 808	1 757	6 957	6 714	
Privés	651	632	697	620	670	2 567	2 558	
Officiels	1 000	1 073	1 111	1 188	1 087	4 390	4 156	
Total des recettes	122 799	123 409	127 056	138 641	138 120	515 836	499 388	
Paiements								
Biens et services	100 644	101 505	103 129	109 974	111 705	427 382	412 688	
Biens	83 143	83 469	84 884	91 397	93 653	356 581	341 833	
Services	17 501	18 035	18 245	18 578	18 052	70 801	70 855	
Voyages	4 590	5 002	5 220	5 281	5 043	18 333	18 608	
Transports	3 603	3 592	3 716	3 932	3 996	14 122	14 225	
Services commerciaux	9 082	9 213	9 081	9 136	8 783	37 464	37 119	
Services gouvernementaux	226	228	228	229	230	883	903	
Revenus de placements	13 913	13 641	14 151	15 755	15 360	59 839	56 443	
Investissements directs	5 174	5 039	5 654	7 074	6 815	20 670	20 884	
Intérêts	474	475	498	497	499	1 385	1 862	
Bénéfices	4 700	4 564	5 156	6 576	6 316	19 285	19 022	
Investissements de portefeuille	7 147	6 942	6 763	6 905	6 873	30 466	28 755	
Intérêts	6 429	6 189	6 115	6 194	6 159	27 714	25 849	
Dividendes	718	753	648	711	714	2 753	2 905	
Autres investissements	1 592	1 660	1 734	1 777	1 672	8 702	6 804	
Transferts courants	1 606	1 601	1 638	1 722	1 656	5 951	6 440	
Privés	902	925	945	991	974	3 382	3 607	
Officiels	704	676	692	731	681	2 569	2 833	
Total des paiements	116 163	116 747	118 917	127 451	128 721	493 171	475 570	
Soldes								
Biens et services	12 142	11 130	13 110	16 219	14 717	50 312	47 287	
Biens	14 887	14 075	16 096	19 132	17 325	57 214	58 177	
Services	-2 744	-2 945	-2 986	-2 913	-2 608	-6 903	-10 891	
Voyages	-1 038	-1 271	-1 235	-1 190	- 930	-1 586	-3 862	
Transports	-1 086	- 955	- 957	- 927	-1 001	-3 007	-3 940	
Services commerciaux	- 744	- 841	- 908	- 919	- 802	-2 865	-3 567	
Services gouvernementaux	123	121	114	124	125	555	479	
Revenus de placements	-5 551	-4 572	-5 141	-5 115	-5 419	-28 653	-23 743	
Investissements directs	- 776	92	- 600	- 598	- 984	-7 046	-4 429	
Intérêts	- 289	- 300	- 368	- 344	- 344	- 914	-1 114	
Bénéfices	- 487	392	- 232	- 254	- 640	-6 132	-3 315	
Investissements de portefeuille	-4 820	-4 626	-4 542	-4 654	-4 609	-20 838	-19 433	
Intérêts	-5 966	-5 709	-5 643	-5 645	-5 616	-25 939	-24 036	
Dividendes	1 146	1 083	1 101	992	1 007	5 100	4 602	
Autres investissements	45	- 38	1	137	174	- 769	119	
Transferts courants	45	104	170	86	101	1 006	274	
Privés	- 251	- 293	- 249	- 371	- 305	- 815	-1 049	
Officiels	296	397	419	457	406	1 821	1 323	
Compte courant	6 636	6 662	8 139	11 190	9 399	22 664	23 818	

Trouble panique

2002

Un peu moins de 1 million de Canadiens âgés de 15 ans et plus ont souffert à un moment de leur vie d'un trouble panique, c'est-à-dire d'attaques de panique récurrentes imprévisibles, selon une nouvelle étude qui souligne l'ensemble complexe de problèmes auxquels font face ces personnes.

En outre, les personnes qui souffrent d'un trouble panique ont tendance à adopter des stratégies d'adaptation inopportunes. Pour lutter contre le stress, elles sont nettement plus susceptibles que les personnes ne souffrant pas de ce trouble de boire, de fumer plus qu'à l'ordinaire ou de consommer des drogues illicites.

Fondée sur des données provenant de l'Enquête sur la santé dans les collectivités canadiennes (ESCC) de 2002, l'étude indique qu'environ 3,7 % des personnes âgées de 15 ans et plus ont souffert d'un trouble panique à un moment de leur vie. Chez les femmes, le taux est de 4,6 % et chez les hommes, de 2,8 %.

Marqué par des attaques de panique récurrentes imprévisibles, le trouble panique peut être chronique et invalidant. Les attaques sont caractérisées par des symptômes tels qu'une douleur à la poitrine, des sueurs, des tremblements, le souffle court et des palpitations. Les personnes qui en souffrent peuvent avoir l'impression d'étouffer, de perdre le contrôle ou de «devenir folles».

Le plus souvent, le trouble panique apparaît à l'adolescence ou au début de l'âge adulte, c'est-à-dire les années durant lesquelles une personne achève ses études, entre sur le marché du travail et noue des relations. Le stress et les perturbations que cause le trouble panique peuvent avoir des conséquences personnelles, sociales et économiques de longue durée.

Le trouble panique est plus fréquent chez les jeunes

Le trouble panique apparaît le plus fréquemment à un jeune âge. L'âge moyen au moment de la première manifestation est de 25 ans et, pour les trois quarts des personnes présentant ce trouble, ce dernier s'était manifesté avant l'âge de 33 ans.

Le trouble panique est plus fréquent chez les personnes séparées ou divorcées que chez les personnes mariées. En outre, sa prévalence est plus forte chez les personnes dont les niveaux de scolarité et de revenu sont faibles.

La présence d'autres troubles mentaux est assez fréquente chez les personnes ayant souffert d'un

trouble panique. Près de la moitié de celles présentant le trouble au moment de l'enquête avaient aussi souffert d'agoraphobie, du trouble d'anxiété sociale, du trouble de stress post-traumatique ou d'un épisode dépressif majeur au cours de l'année qui a précédé l'enquête.

En outre, les trois quarts des personnes souffrant d'un trouble panique ont déclaré le diagnostic d'au moins un problème de santé chronique.

Situation concernant l'emploi

Environ 72 % des personnes âgées de 25 à 64 ans ayant souffert d'un trouble panique durant l'année qui a précédé l'enquête avaient travaillé durant cette période, comparativement à 84 % de celles n'ayant jamais manifesté ce trouble. Les personnes présentant un trouble panique au moment de l'enquête étaient également plus susceptibles d'être incapables de travailler de façon permanente que celles ayant souffert de ce trouble dans le passé ou n'en ayant jamais souffert.

Moyens négatifs d'adaptation

Les personnes qui ont déclaré souffrir d'un trouble panique au moment de l'enquête et celles qui ont déclaré avoir présenté ce trouble dans le passé avaient tendance, pour faire face au stress, à se replier sur elles-mêmes, à se blâmer ou à souhaiter que les problèmes disparaissent simplement.

Selon les données de l'ESCC, 18 % des personnes présentant un trouble panique ont déclaré consommer de l'alcool pour lutter contre le stress, comparativement à 11 % de la population n'ayant jamais souffert de ce trouble. Les hommes sont nettement plus susceptibles que les femmes de réagir au stress en buvant.

Parmi les personnes qui souffraient d'un trouble panique au moment de l'enquête, 62 % ont dit avoir consommé des drogues illicites à un moment donné, comme l'ont fait 60 % de celles qui avaient souffert de ce trouble dans le passé. En revanche, 41 % des personnes n'ayant pas d'antécédents de trouble panique ont dit avoir essayé des drogues illicites.

La plupart des personnes vont chercher de l'aide

Les personnes souffrant d'un trouble panique utilisent assez régulièrement le système de soins de santé, parce que les sensations physiques associées aux attaques de panique ressemblent parfois à celles éprouvées au début d'une crise cardiaque ou d'autres problèmes de santé aigus.

Environ 7 Canadiens sur 10 présentant un trouble panique avaient consulté un psychiatre, un psychologue,

un médecin de famille ou un autre médecin au sujet de leurs émotions ou de leur santé mentale. Cette proportion est quatre fois plus élevée que pour les personnes n'ayant jamais souffert de ce trouble.

À la question de savoir s'ils avaient spécifiquement consulté un médecin pour leurs attaques de panique, près de la même proportion ont déclaré avoir recherché ce genre d'aide.

Près de la moitié des personnes souffrant d'un trouble panique au moment de l'enquête avaient consulté un médecin au cours de l'année précédente. Les femmes sont significativement plus susceptibles que les hommes de rechercher de l'aide.

Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 5015.

L'article «Trouble panique et comportements d'adaptation» (82-003-SIF, gratuit) peut maintenant

être consulté en ligne. Il s'agit du troisième de quatre articles diffusés cet automne dans le supplément annuel aux *Rapports sur la santé* (82-003-XIF, 17 \$ / 48 \$; 82-003-XPF, 22 \$ / 63 \$) intitulé *La santé de la population canadienne*.

Les autres articles du supplément annuel de cette année portent sur le trouble d'anxiété sociale (diffusé le 26 octobre 2004), le trouble bipolaire I (diffusé le 10 novembre 2004) et la dépendance à l'alcool et aux drogues illicites. Un recueil imprimé des articles, intitulé *Regard sur la santé mentale*, sera diffusé en décembre.

Pour plus de renseignements, ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Claudio Pérez au (613) 951-1733 (claudio.perez@statcan.ca), Division de la statistique de la santé. ■

Autres communiqués

Emploi, rémunération et heures de travail

Septembre 2004 (données provisoires)

La rémunération hebdomadaire moyenne pour les salariés inscrits sur les listes de paie a augmenté de 3,73 \$ en septembre et de 1,7 % par rapport à septembre 2003. À l'échelon industriel, les secteurs ayant enregistré les hausses les plus importantes d'une année à l'autre sont le secteur de l'hébergement et services de restauration (+6,5 %), celui des autres services (+4,4 %), ainsi que celui de l'extraction minière, de pétrole et de gaz (+4,2 %).

La rémunération horaire moyenne des salariés rémunérés à l'heure est demeurée presque inchangée d'août à septembre (+0,09 \$). Cependant, l'augmentation au cours des douze derniers mois a été plus importante, soit de 3,5 %.

Le nombre total de salariés inscrits sur les listes de paie a affiché une hausse substantielle (+61 200) en septembre, contrebalançant la baisse révisée (-42 700 salariés) observée en août. Le gain net de 18 500 emplois était réparti parmi toutes les industries mais surtout dans le commerce de détail qui a augmenté de 11 200 emplois au cours des deux derniers mois. Par ailleurs, le secteur des services d'enseignements a affiché la plus forte baisse (-23 800) au cours de la même période. À l'échelon provincial, l'Ontario (+20 100) et l'Alberta (+9 100) ont enregistré les gains nets d'emploi les plus importants, alors que le Québec (-7 000) et le Manitoba (-4 300) ont affiché les baisses les plus fortes.

Depuis le début de l'année, le nombre total de salariés inscrits sur les listes de paie a augmenté

de 94 300. Le secteur du commerce de détail (+34 700), celui des services administratif, de soutien de gestions des déchets et d'assainissement (+21 100), et celui du transport et de l'entreposage (+17 700) affichaient les plus fortes hausses. Par contre, l'emploi dans le secteur de la fabrication est en baisse (-14 300) depuis le début de l'année.

Données stockées dans CANSIM : tableaux 281-0023 à 281-0046.

Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 2612.

Des données détaillées par secteur, des données selon la taille de l'entreprise fondée sur l'emploi, ainsi que d'autres indicateurs du marché du travail sont aussi offerts dans les tableaux de la publication mensuelle *Emploi, gains et durée du travail* (72-002-XIB, 26 \$ / 257 \$) qui paraîtra sous peu.

Les données de novembre 2004 sur l'emploi, la rémunération et les heures de travail seront diffusées le 22 décembre.

Pour obtenir des données ou des renseignements généraux, communiquez avec les Services à la clientèle au (613) 951-4090 ou composez sans frais le 1 866 873-8788 (travail@statcan.ca). Pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Gilles Groleau au (613) 951-4091, Division de la statistique du travail. Télécopieur : (613) 951-2869. □

Rémunération hebdomadaire moyenne pour l'ensemble des salariés

Groupe industriel (Système de classification des industries de l'Amérique du Nord)	Septembre 2003	Août 2004 ^r	Septembre 2004 ^p	Août à septembre 2004	Septembre 2003 à septembre 2004
	données désaisonnalisées				
	en dollars			var. en %	
Ensemble des secteurs	692,07	699,85	703,58	0,5	1,7
Foresterie, exploitation forestière et soutien	866,67	862,68	865,97	0,4	-0,1
Extraction minière, de pétrole et de gaz	1 196,15	1 250,86	1 246,55	-0,3	4,2
Services publics	1 061,17	1 058,27	1 063,93	0,5	0,3
Construction	827,24	827,99	831,95	0,5	0,6
Fabrication	839,88	857,04	862,53	0,6	2,7
Commerce de gros	790,88	789,19	792,92	0,5	0,3
Commerce de détail	446,28	455,82	458,79	0,7	2,8
Transport et entreposage	757,96	756,09	755,82	0,0	-0,3
Industrie de l'information et industrie culturelle	822,71	818,31	817,35	-0,1	-0,7
Finance et assurances	870,59	877,36	883,00	0,6	1,4
Services immobiliers, de location et de location à bail	603,85	595,21	609,48	2,4	0,9
Services professionnels, scientifiques et techniques	913,07	907,68	913,09	0,6	0,0
Gestion de sociétés et d'entreprises	856,60	843,62	856,56	1,5	0,0
Services administratifs, de soutien, de gestion des déchets et d'assainissement	538,70	553,13	554,67	0,3	3,0
Services d'enseignement	763,74	769,66	778,08	1,1	1,9
Soins de santé et assistance sociale	619,14	641,46	639,21	-0,4	3,2
Arts, spectacles et loisirs	409,52	408,90	410,71	0,4	0,3
Hébergement et services de restauration	279,28	293,18	297,52	1,5	6,5
Autres services, sauf les services d'administrations publiques	527,76	545,67	550,91	1,0	4,4
Administrations publiques	863,36	875,71	875,49	0,0	1,4
Provinces et territoires					
Terre-Neuve-et-Labrador	627,16	649,83	655,20	0,8	4,5
Île-du-Prince-Édouard	549,97	549,79	548,36	-0,3	-0,3
Nouvelle-Écosse	600,15	616,18	619,14	0,5	3,2
Nouveau-Brunswick	631,28	639,54	650,83	1,8	3,1
Québec	656,33	658,11	671,13	2,0	2,3
Ontario	733,82	737,07	741,03	0,5	1,0
Manitoba	625,78	649,43	651,32	0,3	4,1
Saskatchewan	635,45	650,50	641,46	-1,4	0,9
Alberta	716,22	732,42	733,51	0,1	2,4
Colombie-Britannique	684,84	694,01	692,79	-0,2	1,2
Yukon	783,23	805,05	788,91	-2,0	0,7
Territoires du Nord-Ouest ¹	902,86	925,69	922,06	-0,4	2,1
Nunavut ¹	798,67	803,17	773,81	-3,7	-3,1

^r Données révisées.

^p Données provisoires.

1. Données non désaisonnalisées.

Nombre de salariés

Groupe industriel (Système de classification des industries de l'Amérique du Nord)	Juillet 2004	Août 2004 ^r	Septembre 2004 ^p	Juillet à août 2004	Août à septembre 2004
	données désaisonnalisées				
	en milliers			var. en %	
Ensemble des industries	13 523,7	13 481,0	13 542,2	-0,3	0,5
Foresterie, exploitation forestière et soutien	53,1	52,2	52,5	-1,7	0,6
Extraction minière, de pétrole et de gaz	154,0	155,2	156,7	0,8	1,0
Services publics	121,5	121,2	122,4	-0,2	1,0
Construction	667,2	666,5	671,1	-0,1	0,7
Fabrication	2 003,3	1 991,3	2 007,1	-0,6	0,8
Commerce de gros	740,1	741,4	744,0	0,2	0,4
Commerce de détail	1 643,3	1 646,4	1 654,5	0,2	0,5
Transport et entreposage	624,4	621,1	620,2	-0,5	-0,1
Industrie de l'information et industrie culturelle	341,0	342,3	343,3	0,4	0,3
Finance et assurances	575,8	575,6	577,3	0,0	0,3
Services immobiliers, de location et de location à bail	233,0	234,2	235,4	0,5	0,5
Services professionnels, scientifiques et techniques	656,0	656,3	656,0	0,0	0,0
Gestion de sociétés et d'entreprises	91,4	90,8	91,3	-0,7	0,6
Services administratifs, de soutien, de gestion des déchets et d'assainissement	630,8	632,3	637,8	0,2	0,9
Services d'enseignement	973,9	963,1	950,1	-1,1	-1,3
Soins de santé et assistance sociale	1 385,2	1 384,5	1 386,3	-0,1	0,1
Arts, spectacles et loisirs	244,8	244,6	248,6	-0,1	1,6
Hébergement et services de restauration	938,5	940,4	943,1	0,2	0,3
Autres services, sauf les services d'administrations publiques	503,7	502,3	505,6	-0,3	0,7
Administrations publiques	780,4	778,2	775,6	-0,3	-0,3
Provinces et territoires					
Terre-Neuve-et-Labrador	189,5	189,7	191,3	0,1	0,8
Île-du-Prince-Édouard	66,3	64,6	65,1	-2,6	0,8
Nouvelle-Écosse	380,5	379,4	379,5	-0,3	0,0
Nouveau-Brunswick	299,5	299,1	298,9	-0,1	-0,1
Québec	3 199,8	3 184,6	3 192,8	-0,5	0,3
Ontario	5 254,7	5 240,1	5 274,8	-0,3	0,7
Manitoba	531,9	529,0	527,6	-0,5	-0,3
Saskatchewan	405,2	404,4	404,3	-0,2	0,0
Alberta	1 480,7	1 481,4	1 489,8	0,0	0,6
Colombie-Britannique	1 671,5	1 670,4	1 674,7	-0,1	0,3
Yukon	16,1	16,0	16,4	-0,6	2,5
Territoires du Nord-Ouest ¹	23,5	23,1	23,0	-1,7	-0,4
Nunavut ¹	11,2	11,1	11,5	-0,9	3,6

^r Données révisées.

^p Données provisoires.

1. Données non désaisonnalisées.

Étude : Tendances professionnelles dans les groupes d'industries du Canada urbain et rural

1991 à 2001

Selon une nouvelle étude fondée sur les données du recensement, les travailleurs des régions canadiennes essentiellement urbaines sont plus susceptibles d'être des travailleurs plus spécialisés, alors que ceux des régions essentiellement rurales sont plus susceptibles d'être des travailleurs peu spécialisés.

Les régions essentiellement rurales du Canada ont une plus forte concentration de professions non spécialisées que les régions urbaines, et cet écart s'est généralement accentué au fil du temps.

L'étude a relevé différents niveaux de compétences professionnelles dans les régions essentiellement rurales, non seulement parce que ces régions ont une composition industrielle différente, mais parce que les travailleurs ruraux ont également, au sein de chaque groupe, un ensemble de compétences qui diffère de celui de leurs homologues urbains.

Cette étude a aussi démontré qu'au sein de nombreux groupes d'industries, les régions

essentiellement rurales enregistrent, en un sens, des gains de main-d'oeuvre non spécialisée.

De 1991 à 2001, la concentration de travailleurs non spécialisés a augmenté dans les régions essentiellement rurales au sein de chacun des groupes du secteur de la fabrication et au sein de chacune des industries de services. Parallèlement, les niveaux de compétence des travailleurs non spécialisés ont diminué en valeur relative dans la plupart des industries des régions urbaines.

Les niveaux de compétence moins élevés de la main-d'oeuvre rurale supposent un niveau inférieur de revenu et un moins grand potentiel de croissance au chapitre des emplois ruraux, surtout depuis que le Canada se tourne vers une économie davantage axée sur le savoir.

La différence dans l'éventail de compétences de chaque groupe d'industries du milieu urbain et du milieu rural permet de mieux comprendre les différences de productivité d'une région à l'autre.

Étant donné que l'éventail de compétences varie dans un groupe d'industries, d'une région à l'autre, la productivité de ce groupe peut donc varier d'un secteur géographique à l'autre.

L'étude a également démontré que les régions essentiellement rurales avaient une moins forte concentration de professions hautement spécialisées, telles que les préposés aux fonctions de gestion et les emplois professionnels. Il y a eu toutefois quelques exceptions.

Ainsi, l'industrie des services de consommation a affiché une tendance inverse pour les préposés aux fonctions de gestion. En effet, le niveau de concentration y était plus élevé dans les régions essentiellement rurales et légèrement plus élevé dans les régions plus éloignées.

De plus, les régions rurales septentrionales avaient un niveau supérieur de professions en gestion dans le secteur des services publics. Cependant, elles affichaient un niveau inférieur dans le groupe de professionnels dans ce même secteur.

Dans les années 1990, les régions rurales ont enregistré une progression relative du nombre de préposés aux fonctions de gestion et de professionnels dans les industries de production de biens, mais la proportion de ces travailleurs dans les régions rurales demeure bien inférieure à la moyenne nationale dans chacun des groupes d'industries visés.

De plus, les régions essentiellement rurales ont eu des niveaux supérieurs de travailleurs non spécialisés dans les industries de prestation de services et dans la plupart des groupes d'industries du secteur de la fabrication. Cette concentration a augmenté au cours de cette décennie.

Le *Bulletin d'analyse, régions rurales et petites villes du Canada*, vol. 5, n° 6, intitulé *Tendances*

professionnelles dans les groupes d'industries - une comparaison entre les régions rurales et les régions urbaines (21-006-XIF2004006, gratuit) est maintenant accessible dans notre site Web. À la page *Nos produits et services*, sous *Parcourir les publications Internet*, choisissez *Gratuites*, puis *Agriculture*.

Pour obtenir des renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Ray D. Bollman au (306) 379-4431 (ray.bollman@statcan.ca), Division de l'agriculture. ■

Emploi de l'administration fédérale dans les régions métropolitaines de recensement

Septembre 2004

La concentration de fonctionnaires fédéraux travaillant dans les 25 plus grandes régions métropolitaines s'est accrue sensiblement au cours des 15 dernières années.

Par contre, la concentration de l'emploi total dans ces régions métropolitaines est demeurée pratiquement la même.

En septembre 2004, plus de 73 % de l'emploi du gouvernement fédéral se trouvait dans les régions métropolitaines de recensement. Cette proportion était de 65 % en 1990, au début de la présente série statistique.

Selon l'Enquête sur la population active, près de 67 % de l'ensemble de la main-d'oeuvre au Canada travaillait dans une région métropolitaine en septembre 2004. Il s'agit d'une légère augmentation par rapport à 66 % en septembre 1990.

Le gouvernement fédéral totalisait 364 200 emplois en septembre 2004. De ce nombre, 267 400 emplois se trouvaient dans une région métropolitaine.

En septembre, les fonctionnaires fédéraux représentaient environ 2,5 % de l'ensemble de la main-d'oeuvre des régions métropolitaines de recensement.

Le gouvernement fédéral totalisait, en septembre 2004, 17,9 % de tous les emplois de la région d'Ottawa-Gatineau, soit la plus forte proportion parmi les régions métropolitaines. Halifax suivait en deuxième place avec 8,3 %. Pour ce qui est des autres régions métropolitaines, la proportion variait entre 5,5 % à Victoria et 0,2 % à Oshawa.

Nota : On entend par fonctionnaires fédéraux tous ceux qui travaillent dans les institutions, souveraines ou non, des ministères et organismes fédéraux, dans les conseils, commissions et fonds autonomes et dans les autres entités de l'appareil fédéral. Ils oeuvrent à la mise en place des politiques de l'État et (ou) à la provision des services publics. Les militaires des forces régulières

et les réservistes font partie des fonctionnaires fédéraux. L'Enquête sur l'emploi et la rémunération du gouvernement fédéral utilise la définition des régions métropolitaines de la Classification géographique type de 1991. La classification de 1991 compte 25 régions métropolitaines alors que celle de 2001 en définit 27.

Données stockées dans CANSIM : tableau 183-0003.

Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 1713.

Les données relatives à l'Enquête sur la population active sont tirées des tableaux 282-0052 et 282-0001 de CANSIM.

Il est également possible de consulter en ligne des tableaux de données sur l'emploi dans le secteur public dans le module *Le Canada en statistiques* de notre site Web.

Des révisions ont été apportées aux données de septembre 2003.

Pour plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Kim Balson au (613) 951-4855 (*kimberly.balson@statcan.ca*), Division des institutions publiques.

Concentration d'emploi du gouvernement fédéral dans les régions métropolitaines de recensement

	Emploi total (en milliers) ¹	Emploi dans les RMR (en milliers) ¹	Emploi dans les RMR en proportion de l'emploi total (%) ¹	Emploi du gouvernement fédéral (en milliers) ²	Emploi du gouvernement fédéral dans les RMR (en milliers) ²	Emploi dans les RMR en proportion de l'emploi total (%) ²
Septembre 1990	13 171,7	8 717,0	66,2	403,4	263,3	65,3
Septembre 1991	12 966,3	8 514,0	65,7	408,7	269,3	65,9
Septembre 1992	12 850,9	8 407,4	65,4	407,5	274,4	67,3
Septembre 1993	13 012,8	8 448,8	64,9	398,1	267,7	67,2
Septembre 1994	13 339,5	8 632,9	64,7	388,4	259,1	66,7
Septembre 1995	13 496,3	8 765,6	64,9	361,6	242,4	67,0
Septembre 1996	13 570,0	8 867,6	65,3	347,0	235,7	67,9
Septembre 1997	13 998,5	9 147,4	65,3	334,1	226,0	67,6
Septembre 1998	14 343,8	9 396,2	65,5	327,8	222,5	67,9
Septembre 1999	14 695,6	9 639,3	65,6	327,4	227,6	69,5
Septembre 2000	15 047,0	9 995,2	66,4	335,8	239,3	71,3
Septembre 2001	15 167,2	10 120,8	66,7	349,2	247,8	71,0
Septembre 2002	15 613,4	10 384,2	66,5	360,0	263,4	73,2
Septembre 2003	15 832,6	10 566,5	66,7	365,5	268,6	73,5
Septembre 2004	16 144,1	10 781,8	66,8	364,2	267,4	73,4

1. Ces données proviennent de l'Enquête sur la population active.

2. Ces données proviennent de l'Enquête sur l'emploi et la rémunération du gouvernement fédéral.

Emploi dans les régions métropolitaines de recensement, septembre 2004

	Emploi total (en milliers)	Emploi du gouvernement fédéral (en milliers)	Emploi du gouvernement fédéral en proportion de l'emploi total (%)
Ottawa-Gatineau	622,7	111,7	17,9
Halifax	199,1	16,4	8,3
Victoria	158,6	8,7	5,5
St. John's	89,6	4,3	4,8
Québec	370,7	12,3	3,3
Winnipeg	370,1	12,2	3,3
Regina	108,3	3,5	3,3
Greater Sudbury	74,9	1,8	2,4
Saskatoon	125,0	2,5	2,0
Saint John	63,0	1,1	1,8
Edmonton	551,4	9,1	1,7
Thunder Bay	60,5	0,9	1,5
Saguenay	75,7	1,1	1,5
Montréal	1 838,5	26,4	1,4
Vancouver	1 150,8	16,3	1,4
Sherbrooke	83,5	1,0	1,2
Calgary	616,9	6,5	1,1
Windsor	163,0	1,7	1,0
London	234,5	2,1	0,9
Toronto	2 774,5	22,1	0,8
Hamilton	383,6	2,7	0,7
St. Catharines-Niagara	193,7	1,1	0,6
Trois-Rivières	65,4	0,3	0,5
Kitchener	242,8	1,1	0,4
Oshawa	165,0	0,3	0,2
Total	10 781,8	267,4	2,5



Emploi dans le secteur public

Troisième trimestre de 2004 (données provisoires)

Il est maintenant possible d'obtenir les estimations de l'emploi et du total des salaires et des traitements dans le secteur public pour le troisième trimestre. Des révisions ont été apportées aux données des deux premiers trimestres.

Données stockées dans CANSIM : tableaux 183-0002 à 183-0004.

Définitions, sources de données et méthodes : numéros d'enquête, y compris ceux des enquêtes connexes, 1713 et 1728.

Il est également possible de consulter en ligne des tableaux de données sur l'emploi dans le secteur public dans le module *Le Canada en statistiques* de notre site Web.

Pour plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Kim Balson au (613) 951-4855 (kimberly.balson@statcan.ca), Division des institutions publiques.



Nouveaux produits

Bulletin d'analyse, régions rurales et petites villes du Canada : Tendances professionnelles dans les groupes d'industries : une comparaison entre les régions rurales et les régions urbaines, 1991 à 2001, vol. 5, n° 6
Numéro au catalogue : 21-006-XIF2004006
(gratuit).

La revue laitière, juillet à septembre 2004, vol. 65, n° 3
Numéro au catalogue : 23-001-XIB (29 \$/96 \$).

Opérations internationales du Canada en valeurs mobilières, septembre 2004, vol. 70, n° 9
Numéro au catalogue : 67-002-XIF (15 \$/142 \$).

Rapports sur la santé, supplément : La santé de la population canadienne - rapport annuel, 2004
Numéro au catalogue : 82-003-SIF
(gratuit).

Les prix sont en dollars canadiens et n'incluent pas les taxes de vente. Des frais de livraison supplémentaires s'appliquent aux envois à l'extérieur du Canada.

Les numéros au catalogue se terminant par : -XWF, -XIB ou -XIF représentent la version électronique offerte sur Internet, -XMB ou -XMF, la version microfiche, -XPB ou -XPF, la version papier, -XDB ou -XDF, la version électronique sur disquette et -XCB ou -XCF, la version électronique sur CD-ROM.

Pour commander les produits

Pour commander par téléphone, ayez en main :

- Le titre
- Le numéro au catalogue
- Le numéro de volume
- Le numéro de l'édition
- Votre numéro de carte de crédit.

Au Canada et aux États-Unis, composez le : **1 800 267-6677**
Pour les autres pays, composez le : **1 613 951-7277**
Pour envoyer votre commande par télécopieur,
composez le : **1 877 287-4369**
Pour un changement d'adresse ou pour connaître
l'état de votre compte, composez le : **1 800 700-1033**

Pour commander par la poste, écrivez à : Gestion de la circulation, Division de la diffusion, Statistique Canada, Ottawa, K1A 0T6.
Veuillez inclure un chèque ou un mandat-poste à l'ordre du **Receveur général du Canada/Publications**. Au Canada, ajoutez 7 % de TPS et la TVP en vigueur.

Pour commander par Internet, écrivez à : infostats@statcan.ca ou téléchargez la version électronique en vous rendant au site Web de Statistique Canada (www.statcan.ca). À la page *Nos produits et services*, sous *Parcourir les publications Internet*, choisissez *Payantes*.

Les agents libraires agréés et autres librairies vendent aussi les publications de Statistique Canada.

Catalogue 11-001-XIF (Anglais) 11-001-XIF (Français)



Le Quotidien

Statistique Canada

Le jeudi 4 juin 1997
Nouvelles editions à 8 h 30

PRINCIPAUX COMMUNIQUÉS

- **Transport urbain, 1996** 2
Malgré la priorité accordée aux services de transport urbain, les Canadiens y ont de moins en moins recours. En 1996, les Canadiens ont effectué en moyenne quelque 65 déplacements au travail par les services de transport urbain, soit le niveau le plus bas enregistré au cours des 25 dernières années.
- **Productivité, rémunération horaire et coût unitaire de la main-d'œuvre, 1996** 5
À l'instar de la croissance de l'industrie et des emplois, la hausse de la productivité des entreprises canadiennes en 1996 fut considérablement ralentie.

AUTRES COMMUNIQUÉS

- Indice de l'offre d'emploi, mai 1997 10
- Épargne sur les anticipatifs à court terme 10
- Autorité de la concurrence, rapport de l'inspecteur général du 31 mai 1997 11
- Production d'œufs, avril 1997 11

NOUVELLES PARUTIONS 10



Bulletin officiel de diffusion des données de Statistique Canada

Numéro au catalogue 11-001-XIF.

Publié tous les jours ouvrables par la Division des communications, Statistique Canada, Immeuble R.-H.-Coats, 10^e étage, section G, Ottawa, K1A 0T6.

Pour consulter *Le Quotidien* sur Internet, visitez notre site à l'adresse <http://www.statcan.ca>. Pour le recevoir par courrier électronique tous les matins, envoyez un message à lstproc@statcan.ca. Laissez en blanc la ligne de l'objet. Dans le corps du message, tapez : subscribe quotidien prénom et nom.

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada. © Ministre de l'Industrie, 2004. Il est permis de citer la présente publication dans les journaux et les magazines ainsi qu'à la radio et à la télévision à condition d'en indiquer la source : Statistique Canada. Toute autre forme de reproduction est permise sous réserve de mention de la source, comme suit, dans chaque exemplaire : Statistique Canada, *Le Quotidien*, numéro 11-001-XIF au catalogue, date et numéros de page.